

LA DÉFENSE AÉRIENNE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

LE SYSTÈME D'ALERTE DU NORD—L'ENTRETIEN DU PREMIER MINISTRE AVEC LE LEADER SOVIÉTIQUE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, j'adresserai ma question au premier ministre qui semble s'amuser beaucoup ce matin à réécrire l'histoire. Comme il le sait très bien, c'est le premier ministre Diefenbaker qui a signé l'accord autorisant les armements nucléaires sur le sol canadien. Voilà ce que sont les faits historiques.

M. Clark (Yellowhead): Où est Otto Lang?

M. Axworthy: La question que nous voulons soulever avec le premier ministre se rapporte aux entretiens qu'il a eues avec le secrétaire général de l'Union soviétique.

Lors de ces entretiens, le premier ministre a-t-il mentionné que son gouvernement avait accepté la nouvelle version de défense nord-américaine proposée par les États-Unis qui remplace la défense fondée sur la dissuasion et qui comprend non seulement le programme dit de guerre des étoiles, mais également un nouveau système de défense au sol conçu pour réaliser un écran. En l'absence du premier ministre, les membres de son cabinet ont refusé de nous dire si c'était maintenant la nouvelle politique du gouvernement. Nous voulons savoir, monsieur le Président, avant que l'accord ne soit signé à Québec, si c'est maintenant la politique du nouveau gouvernement conservateur du Canada. Le gouvernement est-il totalement d'accord avec la nouvelle stratégie de défense, proposée par le président Reagan et le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, qui entraînera la production puis la mise en œuvre de moyens militaires entièrement nouveaux dans la partie nord du Canada?

M. Clark (Yellowhead): Il y en a qui votent pour Tom.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suis impressionné par semblable témérité, car il n'y a pas d'autre mot. Le parti du député a signé un accord international avec les États-Unis en vertu duquel les ministres canadiens devaient demander la permission des États-Unis pour se rendre dans le nord du Canada. C'est ainsi que les libéraux avaient abdiqué leurs responsabilités. Je peux déclarer au député que cela ne se produira jamais sous un gouvernement conservateur.

Des voix: Bravo!

Une voix: C'est Pearson qui avait fait cela.

M. Mulroney: Je voudrais dire au nouveau critique pour les affaires extérieures du parti libéral . . .

M. Clark (Yellowhead): Le frère de l'autre.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Belle répartition!

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Et n'est-il pas l'ami d'Otto?

M. Mulroney: L'ami d'Otto.

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Je pense que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, avec beaucoup de clarté et de vigueur, a défini la position du gouvernement canadien à cet égard. Je sais que mon honorable collègue n'est pas satisfait. Il aimerait que la situation soit autre. Il aimerait que la situation soit confuse, de sorte qu'il puisse marquer quelques points, mais les Canadiens ne veulent rien savoir.

La position définie par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est la position canadienne, dont la caractéristique est la clarté, et la préservation de l'indépendance et de l'intégrité du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Monsieur le Président, le premier ministre a un problème, et c'est qu'il juge des motifs des autres d'après sa propre motivation. Tout n'est pas motivé par des objectifs strictement politiques.

Des voix: Oh, oh!

L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Le fait est, monsieur le Président, que des millions de Canadiens sont profondément troublés de voir leur gouvernement appuyer la guerre spatiale. L'opposition parle au nom de ces Canadiens. Nous voulons savoir si, à Québec, le premier ministre aura le courage et la volonté de parler lui aussi au nom de ces Canadiens et s'il demandera au président Reagan d'inclure la «guerre des étoiles» dans les négociations de Genève afin que le Canada n'entreprene pas et n'approuve pas une action qui va déséquilibrer la course aux armements. Le premier ministre va-t-il défendre nos intérêts au lieu de se conduire comme le gouverneur du 51^e État américain?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois que le chef de l'opposition ferait mieux de redonner au député de Winnipeg-Fort Garry le soin de s'occuper d'une partie du transport ferroviaire. Les affaires extérieures dépassent sa compétence.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Ce sera une grande surprise pour M. Gorbatchev qui m'a bien dit que ces sujets seraient à l'ordre du jour des entretiens de Genève et que l'Union soviétique insisterait pour en discuter.

M. Axworthy: Avec qui les États-Unis vont-ils en discuter? Toute la question est là.

M. Mulroney: Mon honorable ami prête des motifs aux États-Unis, comme il le fait toujours, dans toutes les circonstances. Veut-il dire que les États-Unis ne sont jamais dignes de confiance dans ce qu'ils font?

M. Axworthy: Qu'allez-vous faire?

M. Mulroney: Nous réprouvons fortement cette attitude.